

N° 5541<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

---

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL**

**modifiant l'article 13 du règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 portant application de la directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES**

(21.2.2006)

Par lettre du 31 janvier 2006, Monsieur Lucien Lux, ministre de l'Environnement, a soumis le projet de règlement grand-ducal sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le projet a pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 portant application de la directive 2000/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

2. Le règlement grand-ducal, basé sur des dispositions européennes, prévoit des règles restrictives concernant le matériel utilisé à l'extérieur des bâtiments pour ce qui est des émissions sonores dans l'environnement.

3. Le projet de règlement grand-ducal prévoit qu'à partir du 3 janvier 2006, la puissance des émissions sonores doit encore être réduite.

4. Or, dans un rapport du 8 juillet 2004, le groupe de travail mis en place par la Commission et chargé d'examiner l'applicabilité et la mise en oeuvre de la directive 2000/14/CE, est arrivé à la conclusion que, pour certains types de matériels, il ne sera pas possible d'appliquer la diminution des seuils prévus pour 2006, et cela pour des raisons purement techniques.

5. Se conformant à la directive 2005/88/CE du 14 décembre 2005, laquelle modifie la directive 2000/14/CE, le projet de règlement grand-ducal soumis pour avis prévoit que pour les types de matériels en question (rouleaux compaction à conducteur à pied, plaques vibrantes de plus de 3 kW, etc.), les chiffres indiqués par le texte actuel pour la période postérieure au 3 janvier 2006, restent indicatifs et ne deviendront définitifs qu'après nouvelle adaptation de la directive 2000/14/CE suite à une prochaine évaluation de faisabilité (au plus tard le 3 janvier 2007).

6. Notre Chambre professionnelle n'a pas d'observations à formuler.

Luxembourg, le 21 février 2006

*Pour la Chambre des Employés Privés,*

*Le Directeur,*  
Norbert TREMUTH

*Le Président,*  
Jean-Claude REDING

